

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Séance du 1 décembre 2022

CP2022_12_34
id. 6757

Le 1 décembre 2022, les membres de la commission permanente légalement convoqués se sont réunis, à l'Hôtel du Département sous la présidence de Madame Marie-Claude NEGRE, première Vice-Présidente du Conseil départemental.

*Nombre de membres de la commission permanente : 19
Quorum : 10*

Sont présents :

M. ALBUGUES, M. BELLOC, M. BEQ, M. BERTELLI, M. BESIERS, Mme BOURDONCLE, M. CROS, M. DEPRINCE, M. GONZALEZ, Mme HEULLAND, Mme LE CORRE, M. LOPEZ, Mme MAURIEGE, Mme NEGRE, Mme SARDEING, M. VAISSIERES

Sont représentés :

M. DESCAZEAUX (pouvoir à Mme MAURIEGE), Mme SINOPOLI (pouvoir à Mme SARDEING), M. WEILL (pouvoir à Mme NEGRE)

Le quorum légal est atteint, la commission permanente a délibéré.

DÉLIBÉRATION

**CONTRACTUALISATION N°3 ENTRE LA COMMUNE
DE LARRAZET ET LE DÉPARTEMENT**

L'Assemblée départementale a adopté le principe de la contractualisation des subventions du Département en faveur des communes (délibérations des 19 décembre 1988, 15 juin 1989, 29 janvier 2001 et 16 mars 2016).

Dans ce cadre, les investissements communaux sont déclinés dans un contrat d'équipement d'une durée de 3 à 5 ans, révisable par avenant et dont le principal effet repose sur les modalités spécifiques de versement de la subvention départementale globalisée, dérogoires du régime général.

Par ailleurs, par délibération du 27 octobre 2021, dans le cadre du plan de relance, l'Assemblée départementale a adopté la modification des politiques départementales à destination des communes et des communautés de communes, notamment en ce qui concerne les modalités de la contractualisation des subventions d'équipement.

Ainsi, afin d'accompagner les communes et les établissements publics de coopération intercommunale dans leurs efforts d'investissement pour un développement harmonieux du territoire, il a été décidé d'instituer dans ce dispositif, des critères de bonification des taux d'intervention et d'étendre la contractualisation aux communautés de communes qui portent des investissements structurants.

Pour le régime de bonification des taux d'aides, deux types de communes ont été identifiés sur le département : celle considérées comme « centre de bassin de vie », au nombre de 14, et les autres communes ne relevant pas de ce classement. Pour chacune de ces catégories, les taux d'aides sont bonifiés de manière distincte.

La demande de contractualisation déposée par la Commune de Larrazet, objet de la présente délibération, est proposée dans ce cadre.

Monsieur le Maire de Larrazet sollicite la conclusion d'un contrat pour la réalisation d'un programme estimé à 998 885,49 € HT et composé des opérations suivantes :

- travaux de rénovation de la maison des associations.....58 803,76 €
- création d'un WC public dans un bâtiment communal à côté de l'église.....23 500,00 €
- aménagement et sécurisation des espaces de stockage des ateliers municipaux.....17 500,40 €
- aménagement de la cour de l'école87 034,00 €
- création de deux sentiers à mobilité douce dans le bourg.....93 738,00 €
- aménagement de la place de la mairie et des voies adjacentes.....640 103,00 €
- création d'un columbarium et d'un jardin du souvenir au cimetière...4 083,33 €
- création d'un parking de covoiturage avenue de Gascogne route départementale n° 14.....74 123,00 €

COUT TOTAL HT : 998 885,49 €

En application des règles de contractualisation, il est proposé d'attribuer à la Commune de Larrazet, une subvention globale de 272 438 €, se répartissant comme suit :

• travaux de rénovation de la maison des associations.....	22 933 €
• création d'un WC public dans un bâtiment communal à côté de l'église.....	9 165 €
• aménagement et sécurisation des espaces de stockage des ateliers municipaux.....	6 825 €
• aménagement de la cour de l'école	33 943 €
• création de deux sentiers à mobilité douce dans le bourg.....	36 557 €
• aménagement de la place de la mairie et des voies adjacentes.....	138 630 €
• création d'un columbarium et d'un jardin du souvenir au cimetière.....	1 592 €
création d'un parking de covoiturage avenue de Gascogne route départementale n° 14.....	22 793 €

SUBVENTION GLOBALE : 272 438 €

Le taux moyen de subvention s'élève à 27,27 %.

Le montant de la subvention globalisée sera versé en trois annuités :

- la première de 90 813 € dans un délai de 3 mois à compter de l'approbation du contrat par la commission permanente ;

- la seconde de 90 812 € un an après l'approbation du contrat par la commission permanente, après vérification et contrôle de la réalité des travaux et d'une dépense acquittée par la commune au moins égale au montant du premier tiers de subvention déjà perçu ;

- le solde de 90 813 € à l'expiration du contrat sur vérification des travaux réalisés.

DÉCISION de la COMMISSION PERMANENTE

Vu le rapport de Monsieur le Président,

Vu la délibération du conseil départemental du 29 juillet 2021 portant délégation d'attributions à la commission permanente,

Vu la délibération du conseil départemental du 27 octobre 2021, relative au plan de relance – modification des politiques départementales à destination des communes et des communautés de communes,

Considérant les différents projets de la Commune de Larrazet,

Après en avoir délibéré,

LA COMMISSION PERMANENTE :

- Approuve, selon les modalités susvisées, le contrat d'équipement n° 3 à conclure avec la Commune de Larrazet portant attribution d'une subvention départementale globale de 272 438 € (8 opérations) ;
- Autorise Monsieur le Président à signer, au nom et pour le compte du Département, ce contrat ;
- Précise que ces subventions, détaillées en annexe, seront prélevées sur le budget départemental tel qu'il suit :

Opérations	Article – Sous fonction	Programme Opération Enveloppe Natana	Montant
N° 1 à 2 - BCTR	204 142 - 74	P028 O001 E14 1387	32 098 €
N° 3 à 5 - VIAM	204 142 - 74	P028 O002 E14 1387	77 325 €
N° 6 - OPAA	204 142 - 74	P028 O002 E14 1387	138 630 €
N° 7 - CIME	204 142 - 0202	P028 O002 E14 1370	1 592 €
N° 8 - COBO	204 142 - 628	P028 O003 E14 1381	22 793 €
TOTAL			272 438 €

Adopté à l'unanimité.

La 1^{ère} Vice-Présidente,

Marie-Claude NEGRE